



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## L'habitat réversible, une solution écologique à la crise du logement

Question écrite n° 18586

### Texte de la question

Mme Karen Erodi interroge M. le ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement, sur la solution que peut représenter l'habitat réversible face à la crise du logement. Depuis plus de 30 ans la France connaît une crise du logement sans précédent où l'augmentation des taux d'intérêts bancaires n'ont fait que creuser l'écart entre les revenus des ménages et le prix des logements sociaux. Selon les chiffres de la Fondation Abbé Pierre, en 2023, 12 millions de Français et de Françaises ont connus des difficultés pour se loger et plus de 4,1 millions d'entre eux vivent actuellement dans des logements de mauvaise qualité. Ce constat est d'autant plus marquant dans les régions touristiques tel que la région parisienne, le Pays basque ou la Corse, où la demande de logement dépasse largement l'offre. En conséquence, il est observé une recrudescence de retraités vivant dans leur voiture, de parents et d'enfants contraints de faire chambre commune, ou encore d'étudiants dormant dans la rue. Ces conditions de vies ont évidemment un impact significatif sur la réussite scolaire, la santé mais aussi sur la stabilité de l'emploi. Malgré ces chiffres alarmants, les logements sociaux n'ont jamais été aussi peu poussés par le Gouvernement que depuis la présidence d'Emmanuel Macron. L'effort public pour le logement consenti par l'État est passé de 2,2 % du PIB en 2010 à 1,6 % en 2023. Il s'agit d'une chute de 15 milliards d'euros par an, notamment dues aux coupes budgétaires sur les APL en vigueur depuis le début du mandat du Président Macron. De fait, aujourd'hui, le nombre de candidats prétendants à un logement social est de 2,4 millions de personnes. Il en va de même pour les étudiants à qui le Gouvernement avait promis 60 000 logements, mais qui se retrouvent encore une fois victimes d'une idéologie néolibérale menée par la majorité présidentielle préférant se tourner vers le secteur privé au détriment des logements sociaux. Face à cette crise chronique, Mme la députée trouve en la démocratisation de l'habitat réversible une solution crédible pour répondre de manière écologique à la crise du logement des agriculteurs qui pourraient vivre directement sur leurs terres, mais pas seulement. De fait, les remontés qui lui ont été faites depuis sa circonscription témoignent de la volonté des citoyens et des citoyennes de bénéficier de ce type de logement. Par définition, un habitat réversible est un logement non ancré au sol par une dalle de béton ce qui limite donc son impact sur les sols. Ce type de logement peut être démonté, déplacé ou encore composté une fois son utilisation terminée. La malléabilité de l'habitat réversible permet alors au terrain occupé de retrouver son état initial après le déplacement du logement. Dans ce cas, l'artificialisation des sols, mais aussi la dégradation de l'habitat d'autres espèces animales et végétales sont évitées. Il n'y a donc ni perte de biodiversité ou encore réduction de surfaces agricoles. De plus, le logement réversible offre des avantages économiques, permettant aux foyers modestes d'avoir accès plus facilement à un logement digne. En effet, en tant qu'habitation de petite taille, l'habitation réversible ou habitat léger nécessite moins de matériaux de construction, a un temps de construction réduit et par conséquent est moins énergivore qu'une résidence dite « classique ». Aujourd'hui, la loi dite « ALUR » statuant sur l'habitat réversible prévoit à l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme que l'aménagement de deux résidences réversibles ou plus est soumis au « permis d'aménager » si la surface cumulée dépasse 40m<sup>2</sup>. De la même manière, pour un logement unique, un permis de construire est nécessaire uniquement si la surface de plancher excède 20m<sup>2</sup>. Consciente que le logement est une composante essentielle d'une vie décente, elle l'interroge sur la possibilité qu'à le Gouvernement à se saisir de la présente question dans le but de modifier l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme, permettant ainsi la construction d'un seul logement réversible pouvant aller jusqu'à 40m<sup>2</sup> au sol sans obligation de permis de construire au

préalable.

## Données clés

**Auteur** : [Mme Karen Erodi](#)

**Circonscription** : Tarn (2<sup>e</sup> circonscription) - Non inscrit

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 18586

**Rubrique** : Logement

**Ministère interrogé** : [Logement](#)

**Ministère attributaire** : [Logement](#)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [11 juin 2024](#), page 4669

**Question retirée le** : 11 juin 2024 (Fin de mandat)